L'ABEILLE.

Journal spécial de l'Avis, du Commerce Général, de la Propriété et des Intérêts Nouvelle-Orléanaise

PARAISSANT LE MATIN, PAR J. BATON.

NOUVELLE-ORLÉANS:

SAMEDI MATIN, 31 OCTOBRE 1857.

SUR L'INSURRECTION DU BAYOU RAPIDE.

L'événement que nous avons annoncé jeudi, d'une insurrection de nègres au Bayou Rapide, et de l'extermination qui a suivi à Alexandrie de neuf des prisonniers qui ont été saisis, a un caractère si terrible et d'autres côtés si épouvantable, que l'urgence de cas ne doit négliger les formalités par la loi en fait de jugement criminels. Les criminels ont été jugés sommairement; le jugement a été exécuté sans délai; et l'insurrection a été arrêtée d'un seul principe; tels sont les faits qu'il importe de constater, pour justifier la précipitation et peut-être l'irrégularité des jugements. Mais, dans un pays entièrement fondé sur des lois, il est indispensable de tout coordonner; et de telle sorte, que les circonstances les plus graves ne les plus impérieuses n'interviennent pas l'ordre immuable de la justice. Nous pensons donc que, dans les circonstances actuelles, et pressant acte d'une sévérité que nous sommes si malheureux que peut être s'offrir encore plus d'une fois, notre législature sincèrement telles mesures qui peut les imposer la situation du pays, afin de donner à la justice une latitude convenable. Il est des occasions où les délais inséparables de l'administration de la justice seraient préjudiciables au salut public; et il est des cas où de pareilles mesures auraient des fonctions conséquences; et c'est pour de telles circonstances qu'il faudrait une législation spéciale. Napoléon n'avait senti; et malgré cela de encourir par lui à l'occasion de tribunaux spéciaux, on n'a jamais eu l'idée de les faire passer les crimes privés de la restauration atteints par elles avant pendant la France, de cet épouvantable attaque de *chouannerie*, rebut infâme de la chouannerie, et successeurs de troupes organisées de voleurs subsistant depuis plus d'un siècle.

Tirant d'une une conséquence directe des rapports qui peuvent exister entre deux sortes de brigandages, quelque distinctions qu'il puisse du reste d'établir à cet égard; jamais personne n'a senti urgent de parer aux invasions des brigands populaires, et pour modérer le pouvoir qui se donnerait pour une justice expéditive, négligeant du principe inconstitutionnel d'une prétendue loi *ex post facto* en autorisant les cours de previous à connaître sans délai, contre tout homme libre qui en aura pu prévenu, des accusations de provocation à l'insurrection des ateliers.

Tout jugement doit avoir lieu d'après la loi, et le terrible privilège qu'a la société de punir de mort certains crimes, doit être consacré par la loi. Des intérêts puissants ne suffisent pas à nos yeux pour intervertir l'ordre social et le sa'ut public n'était pour nous *la loi suprême*; et nous nous élevérions avec force contre un système d'administration de justice que nous ne saurions considérer comme régulier. Cependant nous ne croyons que l'on puisse parvenir à légaliser l'application de ce principe *salus populi suprema lex*.

Il est donc instant de voir la légalité s'établir dans les cas même suprêmes; et c'est pour ici, tout en déplorant une impérieuse nécessité, nous invoquons la puissance législative pour poser en principe ce qui n'est maintenant que de fait.

Nous livrons avec confiance ces réflexions à nos concitoyens; certains que nous sommes de leur respect pour les lois, et de leur empressement à les appliquer à tous les cas même les plus imprévus. D'autres que nous travaillerons sans doute à cette œuvre importante; mais nous nourrons le heureux d'avoir ouvert la voie à la légalité, dans les circonstances mêmes qui semblaient excuser l'application de la *loi suprême de salut public*.

NOUVELLES DU CONGRÈS.

Les nouvelles qui nous parviennent du Congrès des Etats Unis n'offrent aucun intérêt. Quelques mémoires ont été présentés par M. Southard dans la séance du Sénat du 13, en faveur de la Banque des Etats-Unis—Contre l'annexation du Texas, ainsi qu'en faveur de l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia Mais, comme toutes les tentatives de ce genre, cette dernière résolution a été repoussée avec horreur et indignation, et est allée rejoindre sous le buisson, celle qui avait été présentée par Mr. H. Clay à la dernière session.

Une résolution offerte par M. Clay, tendant un devoir au président de fournir à la prochaine session, des informations sur la situation dans laquelle se trouvent les Etats-Unis vis à vis du Mexique relativement aux réclamations américaines, a été adoptée.

EN CORE UNE MOTION ABOLITIONISTE.

Par Mr. Southard.

Dans l'instant où l'insurrection est à nos portes, au moment où des agens de corruption viennent éveiller chez nous l'esprit de révolte; il est pénible de voir renaître avec un Congrès une proposition d'abolitionisme, et de voir jeter de nouveau ce brandon de discorde entre les différens Etats de l'Union. Le mépris qui accueille de telles propositions, est une preuve du bon esprit qui règne dans le premier corps de la nation; mais, l'espèce d'encouragement qui, pour les fauteurs d'une opinion subversive, résulte d'une discussion constante à la reproduire à la tribune nationale, est une des causes probables des tentatives dont nous gémissons.

Le fondateur **Américaine** est sans contredit la plus belle conception de la sagesse humaine; elle en fonde sur les principes les plus capables d'assurer le bonheur général, ceux d'une indépendance parfaite dans le gouvernement de chaque Etat. Leurs intérêts par jeuliers ainsi garantis, chacun d'eux a introduit dans sa constitution des dispositions relatives aux mœurs et aux intérêts de ses habitans. Le régime colonial d'une grande partie de ces Etats, comportait l'esclavage, et le genre de culture qui y était adopté en exigeait le maintien. C'est à ces raisons puissantes qu'ont cédé les fondateurs de l'Union Américaine; ils ont cédé aux principes qu'étaient spéculatifs devaient fléchir devant une inflexible nécessité. Mais si, au moment de former le lien fédéral, la philanthropie des grands hommes qui travaillaient à la plus belle œuvre qu'il fût donné à l'homme d'accomplir, ont reculé devant la pensée de l'abolition; combien leurs motifs auraient-ils pu plus de force aujourd'hui qu'une série de nouveaux Etats, et qu'une nombreuse population ont adopté des cultures, des industries, qui ne permettent plus de retourner en arrière. Cette question est une question vitale pour la grande unité de l'Union; et la sûreté d'une population entière commande les intérêts plus vastes confiés à la prudence et à l'équité du Congrès National. La moindre déviation à la marche qui a été adoptée causerait des maux incalculables; et nous ne doutons pas que les imprudentes discussions qui ont eu lieu dans l'avant-dernière session, n'aient contribué à de misérables tentatives dont la répression est aussi flétrie qu'elle est indispensable. Ce n'est pas qu'on ait le moins du monde à en redouter les conséquences, et la situation physique du pays répond suffisamment de la sûreté publique et du maintien de l'ordre. Mais, il est douloureux de voir une multitude aveugle se précipiter dans des périls inévitables, et prêtant l'oreille à de criminelles instigations! Nos lois punissant alors avec sévérité ceux qui discourent, font écrit incendiaires, et l'on ne conçoit guères que des pétitions ou des motions sur une telle matière, ne soient point lettres closes pour un Congrès qui représente les intérêts de sud tout autant que ceux de l'est. Une population plus intense devine sans doute plus de prépondérance à ces derniers: mais la constitution fédérale serait ébranlée dans ses fondemens si l'on osait ainsi que ce pacte garanti à chaque état ses lois, sur lesquelles pendanter, et sa souveraineté. C'est pourquoi le Sénat se compose d'une quanti é de membres égale, pour les moindres comme pour les plus grands états; afin qu'une agglomération d'une population sur un point quelconque ne puisse jamais empêcher un autre dans l'exercice de son droit sur les droits d'état moins populeux. Cependant l'indifférence avec laquelle on a accueilli de telles propositions, est une preuve du bon esprit qui règne dans le premier corps de la nation; mais, l'espèce d'encouragement qui, pour les fauteurs d'une opinion subversive, résulte d'une discussion constante à la reproduire à la tribune nationale, est une des causes probables des tentatives dont nous gémissons.

Le fondateur **Américaine** est sans contredit la plus belle conception de la sagesse humaine; elle en fonde sur les principes les plus capables d'assurer le bonheur général, ceux d'une indépendance parfaite dans le gouvernement de chaque Etat. Leurs intérêts particuliers ainsi garantis, chacun d'eux a introduit dans sa constitution des dispositions relatives aux mœurs et aux intérêts de ses habitans. Le régime colonial d'une grande partie de ces Etats, comportait l'esclavage, et le genre de culture qui y était adopté en exigeait le maintien. C'est à ces raisons puissantes qu'ont cédé les fondateurs de l'Union Américaine; ils ont cédé aux principes qui étaient spéculatifs devaient fléchir devant une inflexible nécessité. Mais si, au moment de former le lien fédéral, la philanthropie des grands hommes qui travaillaient à la plus belle œuvre qu'il fût donné à l'homme d'accomplir, ont reculé devant la pensée de l'abolition; combien leurs motifs auraient-ils pu plus de force aujourd'hui qu'une série de nouveaux Etats, et qu'une nombreuse population ont adopté des cultures, des industries, qui ne permettent plus de retourner en arrière. Cette question est une question vitale pour la grande unité de l'Union; et la sûreté d'une population entière commande les intérêts plus vastes confiés à la prudence et à l'équité du Congrès National. La moindre déviation à la marche qui a été adoptée causerait des maux incalculables; et nous ne doutons pas que les imprudentes discussions qui ont eu lieu dans l'avant-dernière session, n'aient contribué à de misérables tentatives dont la répression est aussi flétrie qu'elle est indispensable. Ce n'est pas qu'on ait le moins du monde à en redouter les conséquences, et la situation physique du pays répond suffisamment de la sûreté publique et du maintien de l'ordre. Mais, il est douloureux de voir une multitude aveugle se précipiter dans des périls inévitables, et prêtant l'oreille à de criminelles instigations! Nos lois punissant alors avec sévérité ceux qui discourent, font écrit incendiaires, et l'on ne conçoit guères que des pétitions ou des motions sur une telle matière, ne soient point lettres closes pour un Congrès qui représente les intérêts du sud tout autant que ceux de l'est. Une population plus intense donne